Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 820 000 francs destiné à couvrir les frais d'études à engager en 2012 pour les projets inscrits au 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.

Rapporteur: M. Daniel Sormanni

I. Préambule

La commission des finances s'est réunie sur cet objet le mardi 4 octobre et le mercredi 9 novembre 2011 sous la présidence de M. Olivier Fiumelli.

Les notes de séance ont été prises par Mme Sandrine Vuilleumier que le rapporteur remercie pour la précision, la qualité et la rapidité de son travail.

Rappel de la proposition :

Le Conseil Municipal, vu l'article 30, alinéa 1, lettre e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984; sur proposition du Conseil administratif, décide :

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2'820 000 francs destiné à couvrir les frais d'études à engager en 2012 pour les projets inscrits au 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 820 000 francs.

Art. 3. – Les dépenses prévues à l'article premier seront portées à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans les patrimoines administratifs ou financiers suivant la nature des objets concernés. Pour chaque étude suivie d'une réalisation, la dépense, ajoutée à celle de la réalisation, sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. En cas de non-réalisation, chaque étude sera amortie en 3 annuités.

Au surplus, on trouvera l'entier de la proposition initiale à l'adresse suivante:
<http://www.ville-geneve.ch/de/conseil-municipal/objets-interventions/detail-objet/objet-cm/911-169e/>

II. Travaux de la Commission

Séance du 4 octobre 2011

1) Audition de M. Remy Pagani, vice-président du Conseil administratif, Mme Isabelle Charolais et M. Claude-Alain Macherel, codirecteurs.

M. R. PAGANI explique que selon les dispositions prévues par l'article 37, alinéa 1, du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (B 6 05.01), le 7^{ème} Plan financier d'investissement (PFI) couvrant la période 2012-2023 vous est présenté de manière à pouvoir être étudié en même temps que le projet de budget de fonctionnement pour l'exercice 2012. Ces crédits d'étude, à l'appui du PFI, sont présentés pour se donner les moyens d'avancer et que le vote de ces crédits est une forme de validation du PFI, dont le CM prend acte..

Mme I. CHAROLLAIS, précise que cela fait quatre ou cinq ans qu'une telle proposition est élaborée en lien avec le PFI et qu'il s'agit de projets de relative faible envergure ou des crédits de pré-étude nécessaire pour démarrer un projet.

Les projets de la PR-911 sont de petite et moyenne ampleur et devraient démarrer au début de l'année 2012 et suivre avec l'enchaînement des travaux dans le courant de l'année 2012.

Pour mémoire il est utile de rappeler que la LAC impose de demander un crédit d'étude en déposant une PR indépendante pour les crédits à partir de 1'000'000.00 francs (soit 10'000'000.00 de travaux).

En ce qui concerne le point 4 de la proposition « DESCRIPTION DES ETUDES DIVERSES », il s'agit de crédits-cadre pour lesquels les Services n'ont pas encore identifié les besoins et pour lesquels une décision doit être prise en amont par le CA. Cela permet aux Services de démarrer rapidement, s'agissant de petites sommes, sans passer par un crédit soumis au CM.

A différentes question sur la priorité des dossiers il est répondu que celle-ci se fait au niveau du PFI ; du point de vue opérationnel elle est dictée par des éléments techniques, mais d'autres crédits d'étude sont le fait de priorités politiques du CA. Très souvent on est confronté à un croisement entre les questions techniques et les urgences politiques, chaque dossier à sa propre histoire.

A une question, le magistrat répond que la rénovation des logements, à sa propre enveloppe dans le budget ordinaire, à savoir un montant de 27 millions. Il faut aussi distinguer entretien et rénovation, et que tout ce qui concerne le rattrapage de l'entretien ou à l'amélioration du confort, doit faire l'objet d'une PR.

Examens des propositions d'études :

Groupe 10 Logements

N° PFI 012.104.01 Tours de la Jonction

Mme I. CHAROLLAIS confirme que la pré-étude sur le secteur du vélodrome est un des plus gros projets d'entretien et de mise à niveau d'un groupe de bâtiments.

Plusieurs commissaires demandent pourquoi cela va prendre autant de temps, car il projeté de déposer une autorisation en 2016.

M. R. PAGANI répond que deux phénomènes vont entrer en ligne compte, à savoir la nécessité de prévoir des opérations tiroirs pour reloger les personnes et l'objectif d'augmenter la volumétrie d'une des tours pour améliorer son habitabilité.

Le magistrat confirme que l'administration travaille fort pour accélérer le rythme des rénovations et que le personnel est calibré correctement pour le travail à effectuer.
Il répond également que l'étude déterminera si une surélévation est possible.

Groupe 40 : Culture et loisirs

N° PFI 043.011.03 Théâtre Am Stram Gram

Mme I. CHAROLAIS répond à une question concernant la durabilité de la machinerie de scène, qui à 20 ans, que les normes de sécurité et la capacité à supporter la charge des décors évoluent très rapidement ; cette évolution se retrouve dans tous les théâtres. De plus la fréquentation du théâtre avoisine les 95% et conte tenu des répétitions, montages et démontages atteint une moyenne de 295 jours annuels.

Groupe 50 : Sports

N° PFI 050.046.05 Piscine Pâquis Centre

Le magistrat confirme l'état de la piscine de Pâquis Centre et l'urgence d'intervenir

Groupe 90 : Aménagement du domaine privé

N° PFI 092.012.05 Bureaux du SEVE

Les bâtiments sont vétustes et nécessitent une rénovation.

Selon la méthode Stratus, l'immeuble 118, rue de Lausanne a un coefficient de vétusté de 0,53 et le 120, rue de Lausanne un coefficient de 0,63.

N° PFI 082.017.07 Parc La Grange bâtiment dit « La Ferme »

M. R. PAGANI précise que les côtés de la ferme ont été rénovés et que l'on voit bien la nécessité de rénover la façade.

Un commissaire rappelle la nécessité que ces rénovations doivent être réalisées avec soins, particulièrement dans des bâtiments historiques.

Groupe 100 : Aménagement du domaine public

N° PFI 101.600.07 Etude d'un modèle unifié de couverts à vélos

M. R. PAGANI, en réponse à une question sur la nécessité de cette étude, indique que cela participe à l'embellissement de la Ville et rappelle les bancs et les caissettes de journaux comme exemples.

En réponse à une autre question Mme I. CHAROLAIS précise que le modèle devra pouvoir s'adapter contre un mur, de manière isolée, dans un angle et en fonction de la taille pour répondre à toutes les situations urbaines.

N° PFI 101.000.15 Etude de renouvellement des éclairages publics

A plusieurs questions des commissaires M. R. PAGANI répond que la sécurité est un des objectifs du Département, car l'on a changé 4500 points lumineux ce qui double la luminosité dans les quartiers. Le plan lumière n'est pas encore achevé puisqu'il a 15'000 points lumineux en Ville de Genève, mais il est en cours et va bientôt être terminé.

40 % d'électricité ont été économisés tout en doublant la luminosité dans les rues.

Mme I. CHAROLAIS répond à plusieurs questions et précise que le plan lumière comporte plusieurs axes :

- Actions transversales (remplacement des ampoules, etc)
- Projets-Pilotes pour l'amélioration de sites identifiés comme catastrophiques et des projets visant des améliorations techniques dans certains quartiers identifiés comme particulièrement sombres.
- Les parcs avec une mise en lumière un peu plus scénographique

Le magistrat précise que tous les dépôts sont prévus en 2012.

N° PFI 102.020.05 Etude d'aménagement de zones 30 km/h

La mise en œuvre du programme des zones 30 km/h est l'un des objectifs inscrits au plan directeur communal Genève 2020.

N° PFI 102.600.03 Etude sécurité des cheminements aux abords des écoles

Amélioration de la sécurité sur le chemin des écoliers, à la demande des conseils d'établissements scolaires et des associations de parents d'élèves.

N° PFI 102.600.27 Rue Kazem-Radjavi

Aménagement de la rue en regard du développement du quartier de Sécheron.

N° PFI 103.004.05 Place Cornavin

Amélioration des aménagements de surface, et déplacement de la trémie de sortie du parking.

Groupe 110 : Administration générale

Rue de l'Hôtel de Ville 9

Suite au déménagement du service de la Comptabilité Générale et du budget dans les locaux de la rue Pierre-Fatio 17 et de la suppression du service de la Caisse Municipale, une grande surface au rez-de-chaussée a été libérée.

Les travaux envisagés comprennent le réaménagement complet du rez-de-chaussée ainsi que la sécurisation du bâtiment.

4. Description des études diverses

N° PFI 010.000.06 Etudes diverses du patrimoine financier 2012

N° PFI 091.000.01 Etudes diverses d'aménagement des espaces verts

N° PFI 100.000.06 Etudes diverses d'aménagement du domaine public 2012

D'une manière générale, Mme I. CHAROLAIS déclare que la PR-911 est déposée en 2011 pour travailler en 2012, que certains projets feront l'objet d'un crédit de réalisation directement en 2012 et que d'autres projets feront l'objet d'études plus longues mais qui démarrent en 2012.

III. Discussion, prises de positions et votes

Séance du 4 octobre 2011

Le MCG propose un amendement concernant les études pour un modèle unifié de couvert à vélo et les aménagements pour les zones 30, ce qui représente moins 200'000.00 francs.

Le Président soumet au vote l'amendement qui porte la PR-911 à 2'620 000.00 francs :

Oui : 2 MCG

Non : 2 EAG, 2 V, 3 PS, 1 PDC, 2 PLR

Abst. : 1 PLR, 1 UDC

L'amendement est refusé

Le Président soumet au vote la PR-911

Oui : 2 EG, 2 V, 3 PS, 1 PDC, 1 MCG, 3 PLR, 1 UDC

Non : /

Abst. : 1 MCG

La PR-911 est acceptée

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30 alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 820 000 francs, destiné à couvrir les frais d'études à engager en 2012, pour les projets inscrits au 7^e Plan financier d'investissement 2012-2023.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 820 000 francs.

Art. 3. – Les dépenses prévues à l'article premier seront portées à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans les patrimoines administratifs ou financiers suivant la nature des objets concernés. Pour chaque étude suivie d'une réalisation, la dépense, ajoutée à celle de la réalisation, sera amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. En cas de non-réalisation, chaque étude sera amortie en 3 annuités.